

# MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

DEPARTEMENT DE LA DROME

Direction des Bâtiments

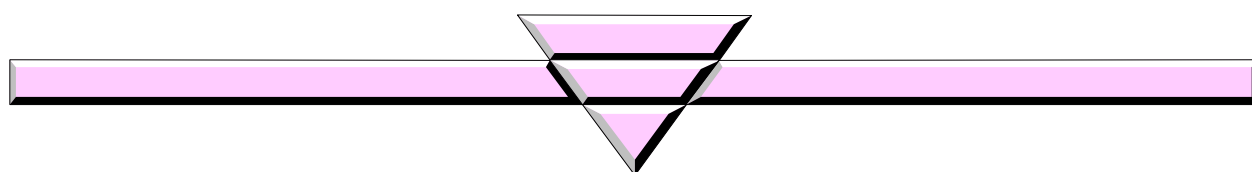
Service Achats

Filière Achats Bâtiments

26, avenue du Président Herriot

26026 VALENCE CEDEX 9

Tél: 04.75.79.82.16



## **AEROPORT VALENCE/CHABEUIL – CONSTRUCTION DE 2 HANGARS METALLIQUES – LOT 3 ZONE SUD OUEST ET LOTS 14/15 ZONE NORD EST**

Date et heure limites de réception des offres

**28 MARS 2018 à 12 Heures**

## **Règlement de la Consultation**

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### SOMMAIRE

<b>ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION</b>	<b>3</b>
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
<b>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>	<b>4</b>
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	4
2.2 - VARIANTES	4
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
<b>ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS</b>	<b>4</b>
3.1 - MAITRISE D'OEUVRE	4
3.2 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	5
3.3 - CONTROLE TECHNIQUE	5
3.4 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	5
<b>ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>5</b>
5.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	6
5.2 –VARIANTES AUTORISEES	7
5.3 - USAGE DE MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	7
<b>ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>7</b>
7.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	9
7.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	10
<b>ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>11</b>
8.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	11
8.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	11
8.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	11

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Article premier : Objet et étendue de la consultation

#### 1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne :

### AEROPORT VALENCE/CHABEUIL – CONSTRUCTION DE 2 HANGARS METALLIQUES – LOT 3 ZONE SUD OUEST ET LOTS 14/15 ZONE NORD EST

**Lieux d'exécution : Quartier Les Simondins RD 68 26120 CHABEUIL**

#### 1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

#### 1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 4 lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
1	TERRASSEMENTS – V.R.D. – AMENAGEMENTS EXETERIEURS
2	GROS-OEUVRE
3	CHARPENTE METALIQUE – COUVERTURES – BARDAGES - METALLERIE
4	ELECTRICITE - COURANTS FORTS ET FAIBLES

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

#### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

#### 1.5 - Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), par lot sont :

<i>Lot</i>	<i>Classification principale</i>
1	Travaux de Terrassement (45112500-0).
2	Travaux de gros-œuvre (45223220-4).
3	Travaux de charpente (45261100-5).
4	Travaux d'installations électriques (45311200-2).

## Article 2 : Conditions de la consultation

### 2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

A titre indicatif, les travaux débuteront à compter du fin Mai 2018, pour une durée de 6 mois, plus 1 mois de période de préparation non comprise dans le délai d'exécution des travaux.

### 2.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les travaux seront financés selon les modalités suivantes : **fonds propres du département**.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

### 2.5 - Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

## Article 3 : Les intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'oeuvre

La maîtrise d'oeuvre est assurée par :

**David MARIAUD**  
**2 avenue Pierre Sébard**  
**26000 VALENCE**

La mission du maître d'oeuvre est **une mission de : BASE + EXE + OPC**

### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

### 3.3 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.A.P.

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau II de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### 3.4.1 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

Les entreprises seront tenues de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

## **Article 4 : Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) par lot
- La décomposition du prix global forfaitaire
- Les plans
- Le PGCS
- Les préconisations concernant la présentation numérique des plans des bâtiments départementaux et la charte graphique
- La trame mémoire technique
- La trame de certificat de visite

Le dossier de consultation des entreprises est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante : [www.ladrome.fr](http://www.ladrome.fr).

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **Article 5 : Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

#### **Pièces de la candidature :**

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 à 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L. 5212-1 à 11 du code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Les entreprises de création récente pourront justifier de leur capacité financière par tout autre document et notamment par la production d'une déclaration appropriée de banque et/ou par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelles du ou de leur(s) responsable(s).

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, dont trois références de travaux de nature comparable, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Les entreprises de création récente pourront justifier de leur capacité professionnelle par tout autre moyen et notamment par la production de certificat(s) d'identité professionnelle et/ou de références de travaux d'autres opérateurs économiques et/ou de(s) certificat(s) de capacité professionnelle.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le [pouvoir adjudicateur](#). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

**NOTA :** Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 8 jours.

**Pièces de l'offre :**

Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du marché
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et leurs documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification daté et signé
- La décomposition du prix global forfaitaire (toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée sous la forme d'un détail estimatif comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant)
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

Ce document comprendra :

- le mode opératoire proposé, c'est-à-dire la manière d'intervenir pour assurer la qualité de la prestation sur le présent chantier ; notamment la construction des 2 hangars simultanément.
- les moyens en hommes et en matériels mis à disposition du présent chantier ;
- la nature et la provenance des matériaux utilisés pour le présent chantier, joindre les fiches techniques.
- Le certificat de visite
- Les préconisations concernant la présentation numérique des plans des bâtiments départementaux et la charte graphique sont considérés comme étant acceptés par l'entreprise et n'ont pas à être renvoyés.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

**NOTA :**

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

**5.2 – Variantes autorisées**

Les variantes ne sont pas autorisées.

**5.3 - Usage de matériaux de type nouveau**

Sans objet.

**Article 6 : Sélection des candidatures et jugement des offres**

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

**Garanties et capacités techniques et financières**

### Capacités professionnelles

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante

Critères	Pondération
1-Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire justificatif	60 %
2-Prix des prestations	40 %

**En ce qui concerne le critère valeur technique des prestations, la note sera appréciée en fonction des sous-critères suivants :**

- **Mode opératoire proposé : 25% (soit de 0 à 25 points)**
- **Moyens humains et matériels proposés : 40% (soit de 0 à 40 points)**
- **Nature et provenance des matériaux proposés : 35% (soit de 0 à 35 points)**

**La note zéro à un seul des sous-critères est éliminatoire.**

Selon la formule suivante :

$$\text{Note} = \text{Note technique obtenue} \times 0,60 + 40 \times \frac{\text{prix le plus bas}}{\text{prix proposé}}$$

**En cas d'égalité de classement, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.**

Pour permettre la signature et la notification du marché public, le candidat individuel ou membre du groupement établi en France, doit produire les pièces suivantes en application de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Dans tous les cas :
  - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222 5 1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
  - Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
  - Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
  - Justificatifs pour le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants, qu'ils sont titulaires d'un contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux et d'une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.
  - Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :
    - Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
    - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
    - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.



- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En ce qui concerne les documents exigés au titre de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'il est possible pour le Département d'obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations géré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage à condition que les soumissionnaires en indiquent les coordonnées et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le présent marché pourra, si le pouvoir adjudicateur le souhaite et le juge nécessaire, faire l'objet d'une négociation avec le(s) candidat(s) ayant remis l' (ou les) offre(s) la (ou les) plus intéressante(s), dans les conditions de stricte égalité et de confidentialité. Le pouvoir adjudicateur pourra négocier sur tous les éléments de l'offre. Les négociations peuvent donc ne pas être menées avec tous les candidats.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée pendant la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **Article 7 : Conditions d'envoi ou de remise des plis**

### **7.1 – Transmission sous support papier**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**AEROPORT VALENCE/CHABEUIL – CONSTRUCTION DE 2 HANGARS  
METALLIQUES – LOT 3 ZONE SUD OUEST ET LOTS 14/15 ZONE NORD EST**

**NE PAS OUVRIR**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Par voie postale :**  
**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DROME**  
**DIRECTION DES BATIMENTS**  
**SERVICE ACHATS**  
**FILIERE ACHATS BÂTIMENTS**  
**26, Av. Président Edouard HERRIOT**  
**26026 VALENCE CEDEX 09**

**par dépôt dans le service :**  
**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA DROME**  
**DIRECTION DES BATIMENTS**  
**Immeuble Le Liguria – Service Achats – Filière Achats Bâtiments - 3ème étage**  
**31 Av. Président Edouard HERRIOT**  
**26026 VALENCE CEDEX 09**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus.

Le pli précité doit contenir respectivement dans une seule enveloppe, les **Pièces de la candidature** et les **Pièces de l'offre** dont le contenu est défini au présent règlement de la consultation.

#### 7.2 – Transmission électronique

Le **pouvoir adjudicateur** accepte les plis adressés par voie électronique à l'adresse suivante : [www.ladrome.fr](http://www.ladrome.fr). Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis **au pouvoir adjudicateur**.

Par contre, la transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont similaires à celles exigées pour les réponses sur support papier (un fichier distinct pour chaque enveloppe). Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de **(GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid**.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

**En application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé signé dès le dépôt de l'offre.**

Néanmoins, si le candidat souhaite signer électroniquement son offre, la signature électronique est individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le **Niveau (\*\*) du RGS**. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

## **Article 8 : Renseignements complémentaires**

### 8.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : [www.ladrome.fr](http://www.ladrome.fr), **au plus tard 7 jours avant la date limite de réception des offres.**

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

### 8.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

### 8.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

La visite du site est obligatoire sur place à l'aéroport, prendre rendez-vous auprès de Monsieur BARDE au 04.75.85.26.26.

## FICHE DESCRIPTIVE DE TRAVAUX

### REFERENCE DE CHANTIER N°...

Désignation de l'ouvrage.....
Lieu du chantier.....
Période d'exécution.....

<u>Intervenants</u>	
Maître d'ouvrage (client).....	Ville .....
Maître d'œuvre (architecte, bureaux d'étude, ...) .....	Ville .....
Description technique sommaire des travaux réalisés (décrire les principales caractéristiques de l'ouvrage présenté) :	

Montant H.T. des travaux réalisés par l'entreprise.....

Montant et nature des travaux éventuellement :

☐ sous-traités .....☐ réalisés par des co-traitants .....

Certificats de capacité joints : oui ☐ non ☐

Je soussigné M. .... déclare ces  
éléments sincères et véritables.  
(Cachet de l'entreprise)

**Nota** : L'utilisation de ce canevas n'est pas obligatoire. Les certificats de capacité visés par des maîtres d'œuvre indépendants, sont recevables à condition qu'ils mentionnent l'ensemble des éléments repris au règlement de consultation et repris ci-dessus. Néanmoins ce modèle vous est proposé afin de faciliter la production de références et de justifier de leur équivalence à la nature et l'importance de l'ouvrage objet de la consultation telles qu'exprimée par les qualifications ou identifications requises au règlement de consultation.

## DETECTION ET EXAMEN DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES COMPLEMENT AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(Applicable aux lots dont l'estimation est > 20 000 € H.T. dès lors qu'un minimum de 3 offres sont à analyser)

Pour la détection et l'examen des offres dont le prix semble anormalement bas, il sera procédé selon les modalités suivantes conformément à l'article 60 <sup>(1)</sup> du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### 1. Détection des offres potentiellement anormalement basses :

On déterminera successivement :

- La moyenne  $M_1$  de toutes les offres jugées acceptables <sup>(2)</sup>,
- Une seconde moyenne  $M_2$  en excluant, pour la calculer, les offres supérieures à  $1.2M_1$
- La valeur plancher est égale à  $0.85 \times M_2$

Toute offre inférieure à cette valeur plancher sera réputée potentiellement anormalement basse au sens des dispositions précitées du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

### 2. Examen et traitement des offres détectées anormalement basses

Les offres ainsi détectées feront l'objet d'un examen particulier dans les conditions suivantes :

Le pouvoir adjudicateur demandera par écrit des précisions sur la composition de ces offres aux candidats concernés. Ceux-ci devront, dans le délai imparti, à compter de l'envoi de la demande, fournir par écrit les justifications qu'ils jugent suffisantes.

Conformément à l'article 60 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le maître de l'ouvrage « *peut prendre en considération des justifications tenant aux modes de fabrication des produits, aux modalités de la prestation des services, aux procédés de construction, aux dispositions relatives aux conditions de travail en vigueur là où la prestation est réalisée, l'obtention éventuelle d'une aide d'Etat par le candidat* ».

Le pouvoir adjudicateur, après avoir examiné ces justifications, retient les offres dûment justifiées et rejette par décision motivée, conformément à l'article 60 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, celles qui ne l'auront pas été.

---

(1) Si une offre paraît anormalement basse à la personne responsable du marché pour l'Etat, ou à la commission d'appel d'offres pour les collectivités territoriales, elle peut la rejeter par décision motivée après avoir demandé par écrit les précisions qu'elle juge opportunes et vérifié les justifications fournies » (article 60 du Décret n°2016 du 25 mars 2016).

(2) article 59 du Décret n°2016 du 25 mars 2016.

## DEMANDE DE PRECISIONS ET DE JUSTIFICATIONS DE L'OFFRE

### PREAMBULE

En application de l'annexe 2 du règlement de la consultation pour le marché relatif à l'opération de  
----- votre offre relative au(x) lot(s) n°----- s'avère  
potentiellement anormalement basse.

Dans le but de permettre au pouvoir adjudicateur d'apprécier sa composition, veuillez préciser si vous  
vous trouvez dans un ou plusieurs des cas de figure suivants :

1. Votre entreprise mettra-t-elle en œuvre sur le chantier un procédé de construction particulier ?  
1.1. OUI ☐ NON ☐ (cochez la case correspondante)  
1.2. Si oui, le ou lesquels :

- 1.3. Quelle est son incidence chiffrée sur votre offre (à préciser pour l'ensemble du ou des poste(s)  
concerné(s) et obligatoirement exprimés en euros et hors taxes) <sup>(1)</sup> ?

2. Avez-vous, pour aboutir à votre prix, adopté des solution(s) technique(s) particulière(s) ?  
2.1. OUI ☐ NON ☐ (cochez la case correspondante)  
2.2. Si oui, le ou lesquels :

- 2.3. Quelle est son incidence chiffrée sur votre offre (à préciser pour l'ensemble du ou des poste(s)  
concerné(s) et obligatoirement exprimés en euros et hors taxes) <sup>(1)</sup> ?

3. Disposez-vous de condition(s) exceptionnellement favorable(s) pour exécuter les travaux du présent  
marché ?  
3.1. OUI ☐ NON ☐ (cochez la case correspondante)  
3.2. Si oui, laquelle ou lesquelles :

- 3.3. Quelle est son incidence chiffrée sur votre offre (à préciser pour l'ensemble du ou des poste(s)  
concerné(s) et obligatoirement exprimés en euros et hors taxes, si nécessaire joindre en annexe les  
explications détaillées) ?

*(1) Il est rappelé qu'au terme du règlement de la consultation, les composantes d'un prix sont les  
suivantes : main d'œuvre, matériaux, fournitures et matériels, frais de chantier, frais généraux,  
bénéfices et aléas (s'applique aux points suivants de la présente annexe 2.3, 3.3 et 4.3).*

4. Votre projet comporte-t-il une originalité particulière ? (Par rapport aux méthodes habituellement pratiquées, exemple : ordonnancement des tâches, etc.)

(cochez la case correspondante)

4.1. Oui ☐ NON ☐

4.2. Si oui laquelle ou lesquelles :

---

---

---

- 4.3. Quelle est son incidence chiffrée sur votre offre (à préciser pour l'ensemble du ou des poste(s) concerné(s) et obligatoirement exprimés en euros et hors taxes) ?

Je retire des éléments décrits ci-dessus une économie de.....€ H.T.

---

---

---

5. Autre cas de figure

5.1. Description :

---

---

---

- 5.2. Quelle est son incidence chiffrée sur votre offre (à préciser pour l'ensemble du ou des poste(s) concerné(s) et obligatoirement exprimés en euros et hors taxes (1))

---

---

---

Je retire des éléments décrits ci-dessus une économie de.....€ H.T.

TOTAL DES ECONOMIES = .....€ HT.
----------------------------------

Fait à ....., le .....

Signature (+ cachet de l'entreprise)

- (1) Il est rappelé qu'au terme du règlement de consultation, les composantes d'un prix sont les suivantes : main-d'œuvre ; matériaux, fournitures et matériels ; frais de chantier ; frais généraux ; bénéfices et aléas.

**ANNEXE N° 4 AU REGLEMENT DE CONSULTATION « L’ACTION D’INSERTION »**

**CONCERNE LES LOTS 1, 2 et 3**

**Conditions de la consultation**

En application de l'article 38-1 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, la présente consultation contient des clauses d'exécution qui visent la promotion de l'emploi et qui s'adressent en priorité à des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ou à défaut, à d'autres catégories de personnes éloignées de l'emploi : bénéficiaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification etc... dont l'éligibilité à ce dispositif aura été validée par le Maître d'Ouvrage ou par son représentant chargé de la mise en œuvre des clauses d'insertion\*.

**Action d'insertion**

En application de l'article 38-1 de l'ordonnance du 23 juillet 2015, le titulaire du marché doit, pour l'exécution de son offre, réaliser une action d'insertion dont la durée est prévue à l'article 1 de l'annexe du présent règlement. Cette action vise à promouvoir l'emploi, en priorité de personnes bénéficiaires du RSA, ou à défaut, d'autres personnes éloignées de l'emploi : bénéficiaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification etc... dont l'éligibilité à ce dispositif aura été validée par le Maître d'Ouvrage ou par son représentant chargé de la mise en œuvre des clauses d'insertion\*.

Les soumissionnaires doivent tenir compte de l'action d'insertion dans l'élaboration de leur offre en renseignant le poste correspondant au DPGF.

Il est précisé que l'action d'insertion peut être réalisée en dehors des travaux ou prestations faisant l'objet du marché.

Afin de faciliter cette démarche, le Département a élaboré une annexe au présent Règlement de Consultation, portant sur l'action d'insertion.

Par ailleurs la Direction Insertion du Département de la Drôme\* se tient à la disposition des entreprises pour les informer et les aider dans la réalisation de l'action d'insertion.

**\*Contact : Roger BORRES / e-mail [rborres@ladrome.fr](mailto:rborres@ladrome.fr)**

**Tél. 04 75 79 70 56**

**Tél. portable : 07 78 20 55 80**

\* \* \*



**ANNEXE N° 4  
Au Règlement de Consultation  
« L’ACTION D'INSERTION »**

**CONCERNE LES LOTS 1, 2 et 3**

**Contexte :**

Le nombre et le volume financier des marchés publics passés chaque année par le Département de la Drôme fait de cette collectivité territoriale un donneur d'ordres et un acteur économique de premier plan.

La commande publique départementale constitue un levier pour le maintien et la création d'emplois dans tous les secteurs économiques locaux et notamment dans ceux qui se heurtent à des difficultés de recrutement ou de renouvellement des effectifs.

Afin de concilier le soutien à l'économie locale et la promotion de l'insertion et de l'emploi, l'ordonnance du 23 juillet 2015 permet le recours à des clauses d'exécution qui favorisent le retour vers l'emploi de personnes en difficulté d'insertion professionnelle.

**Article 1 : Principes**

Le titulaire du marché s'engage à mettre en œuvre une action d'insertion et à désigner un tuteur, référent interne pour le suivi de cette action. Les personnes recrutées dans le cadre de cette action sont considérées comme prioritaires au regard des politiques départementales de l'insertion et de l'emploi : en priorité bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) ou à défaut, autres catégories de personnes éloignées de l'emploi (bénéficiaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée, jeunes sans qualification etc...) dont l'éligibilité à ce dispositif aura été validée par le Maître d'Ouvrage ou par son représentant chargé de la mise en œuvre des clauses d'insertion\*.

A l'occasion de l'exécution du marché, le titulaire réserve obligatoirement à l'action d'insertion une partie de la main d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations selon l'une des modalités suivantes :

- **recrutement direct à temps plein de personne(s) éligible(s) à un Contrat Unique d'Insertion (CUI) s'appuyant sur un CDI ou en CDD**
- **recrutement direct à temps plein de personne(s) en CDI ou en CDD**
- **l'équivalent en sous-traitance ou mise à disposition par une Association Intermédiaire (AI), une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ACI) ou une Régie de Quartier agréée**
- **l'équivalent en participation à un Groupement d'Entreprises pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)**

<b>LOT 1</b>	<b>96 heures</b>
<b>LOT 2</b>	<b>285 heures</b>
<b>LOT 3</b>	<b>306 heures</b>

## **Article 2 : Pénalité encourue**

L'inexécution de la clause d'insertion pourra entraîner l'application de la pénalité indiquée au Cahier des Clauses Administratives Particulières et rappelée ci-dessous:

« En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, imputable au titulaire du marché, ce dernier pourra subir une pénalité égale au nombre d'heures d'insertion prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 2,5 fois le SMIC horaire brut ».

## **Article 3 : Cas particulier de marchés multiples**

Dans le cadre de l'obtention d'un ou plusieurs nouveaux marchés comportant une clause d'insertion, le titulaire d'un marché du Département dont l'action d'insertion est en cours, peut voir cette action prolongée de la durée prévue pour la ou les nouvelles actions.

## **Article 4 : Modalités de mise en œuvre de la clause**

Afin de faciliter la mise en œuvre de l' action d'insertion, le titulaire du marché pourra faire appel au Service Insertion du Département de la Drôme\* qui a pour mission :

- L'identification des besoins de l'entreprise en main d'œuvre et profil du poste recherché ;
- Le repérage des candidats sur le territoire concerné et leur sélection ;
- Les modalités de mise en œuvre du contrat de travail ;
- Les conditions d'accueil dans l'entreprise avec notamment les mesures de tutorat ;
- Le suivi du contrat de travail et l'évaluation du dispositif par des relevés d'activité réguliers.

**\*Contact : Roger BORRES / e-mail : [rborres@ladrome.fr](mailto:rborres@ladrome.fr)**

**Tél. 04 75 79 70 56**

**Tél. portable : 07 78 20 55 80**

Pour remplir son engagement, plusieurs modalités se présentent au titulaire du marché :

- **Le recrutement direct en CUI (contrat unique d'insertion) s'appuyant sur un CDI ou un CDD**

Le titulaire du marché recrute directement à temps plein en « contrat unique d'insertion », s'appuyant sur un CDI ou un CDD pour la durée prévue à l'article 1 ci-dessus, en priorité des bénéficiaires du RSA ou, à défaut, d'autres personnes éligibles à un CUI. Le recrutement s'effectue dans le cadre réglementaire d'application de ce type de contrat aidé.

▪ **Le recrutement direct en CDI ou en CDD**

Le titulaire du marché recrute directement à temps plein des bénéficiaires du RSA ou, à défaut, d'autres catégories de personnes éloignées de l'emploi : bénéficiaires de minima sociaux, jeunes sans qualification, chômeurs de longue durée etc... en CDI ou en CDD pour la durée prévue à l'article 1 ci-dessus.

▪ **La sous-traitance ou mise à disposition par une Association Intermédiaire (AI), une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), une Entreprise d'insertion (EI), un Atelier Chantier d'Insertion (ACI) ou une Régie de Quartier agréée.**

Si une partie des prestations est sous-traitée ou du personnel est mis à disposition par une structure d'insertion, le titulaire du marché peut respecter la condition d'exécution par l'intermédiaire de son sous-traitant, ou par la mise à disposition de personnel, pour une durée équivalente à la durée de l'action d'insertion prévue à l'article 1 ci-dessus.

▪ **La participation à un groupement d'entreprises pour l'insertion et la qualification (GEIQ)**

Le titulaire du marché peut se libérer de son obligation en faisant appel à un GEIQ qui mettra à sa disposition une ou des personnes relevant des catégories visées à l'article 1 pour une durée équivalente à la durée de l'action d'insertion prévue au même article.

**Article 5 : Insertion professionnelle à l'issue du contrat de travail**

Pendant la durée de l'action d'insertion le titulaire du marché s'engage à faciliter les contacts entre les personnels du service public de l'emploi et les personnes en insertion et à transmettre au maître d'ouvrage les documents nécessaires à l'évaluation de l'action.

En collaboration avec la Direction Insertion du Département de la Drôme et avant l'échéance du contrat de travail, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de recrutement sur un emploi durable de la personne ayant bénéficié de la clause d'insertion.

\* \* \*